

1^{er} mai : Journée internationale de la classe ouvrière

Le 1er mai 1886 débute à Chicago une grève de plusieurs jours organisée par les syndicats de salarié.es afin d'obtenir la réduction du temps de travail journalier de 12 à 8 heures impulsée principalement par un syndicalisme révolutionnaire et libertaire. Le mouvement s'inscrit dans **la longue lutte autour de la journée des huit heures**, revendication du mouvement ouvrier dans tous les pays depuis ses origines, notamment en France, à l'occasion de la première « journée internationale des travailleuses et des travailleurs ».

Pour la CNT, cela ne fait aucun doute : le 1^{er} mai reste celui de la lutte des classes, comme nous le rappelle quotidiennement la triste réalité du monde capitaliste : chômage, précarité, casse des services publics et des statuts, profonde remise en cause du code du travail. Le gouvernement balaye 70 ans de conquête sociale, à nous de porter collectivement nos choix pour un autre futur !

Avec les cheminot.es, construisons la convergence des luttes !

Depuis le début de l'année, plusieurs secteurs se mobilisent contre les attaques successives du gouvernement : à la SNCF, dans les EHPAD, les hôpitaux, à CARREFOUR, les facultés et lycées.

Le gouvernement s'attaque en premier lieu au cheminot.es (dernier bastion syndical ayant de longues années de traditions de luttes) : ce n'est pas le fruit du hasard, tant idéologiquement que stratégiquement. Dans son arrogance et sa violence sociale, le gouvernement sait que s'il réussit la réforme ferroviaire, il pourra l'imposer à l'ensemble des fonctions publiques !

Le choix politique du gouvernement, dans la lignée des logiques libérales de Rocard dès la fin des années 80 est de supprimer le statut des fonctionnaires dans le public (salaire à la qualification personnelle ou salaire déconnecté du marché du travail), le CDI dans le privé, au profit du « free-lance », de l'auto-entrepreneuriat, dans une logique marchande !

Face à ces enjeux sociaux, au chantage à l'employabilité, et à la précarité, **la CNT revendique l'extension du statut de fonctionnaire !**

La lutte collective est plus que jamais importante :

Il est temps pour nous, de construire un véritable rapport de force et dans l'unité, et de dépasser les mouvements sectoriel et les grèves perlées, qui risquent de mener à un échec comme ce fut le cas lors du mouvement social de 2016.

Agir pour un autre futur, une nécessité :

Pour la CNT, le rapport de force doit se faire par la mobilisation de tous et de toutes, en s'organisant dans les syndicats, outil social et économique appartenant aux travailleur.euses et non aux bureaucrates.



Le communisme libertaire, projet révolutionnaire porté par la CNT, basé sur la socialisation et l'autogestion des moyens de production, sur la répartition des richesses produites par ceux et celles qui travaillent **est une urgence sociale, politique, économique et écologique**. Puisque ce sont celles et ceux qui souffrent au travail qui produisent les richesses et les services, qui doivent décider.

Face à l'État et au patronat, la socialisation des entreprises, la démocratie directe et la justice sociale ne sont pas des utopies, **mais constituent un projet de société révolutionnaire dont sont porteuses nos pratiques syndicales au quotidien.**